SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 8 OCTOBRE 1919

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi apportant des modifications aux lois sur les droits de timbre, d'enregistrement, de transcription et d'inscription, ainsi que sur les taxes de brevets d'invention.

(Voir les n^{os} 242, 336, 417, les *Ann. parl. de la Chambre des Représentants* du 2 octobre 1919 et le n^o 188 du Sénat.)

Présents : MM. HANREZ, président ; le baron VAN REYNEGOM DE BUZET et le baron DE MÉVIUS, rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Loi qui vous est soumis tend à combler, dans une certaine mesure, le déficit considérable de nos budgets résultant des terribles événements que nous venons de traverser et dont nous devons envisager les conséquences et tâcher de les surmonter virilement. Il s'agit en somme du remaniement et de la majoration de certains tarifs, de la disparition de certains privilèges. Après l'excellent rapport de l'honorable M. Wauwermans, si complet, si documenté, il nous paraît superflu d'examiner à nouveau, dans ses détails, une loi qui, à en juger d'après le *Compte Rendu analytique*, car les *Annales*, ne nous sont pas parvenues, n'a guère soulevé d'observations à la Chambre et qui se justifie à tous points de vue par les nécessités du moment.

Ce qu'il importe de signaler, car c'eût été une réelle vexation, c'est que les chèques, dont l'emploi doit être encouragé, et les mandats de virement, contrairement au projet primitif du Gouvernement, sont exempts du droit de timbre.

Votre Commission émet l'opinion qu'il se trouve beaucoup de points obscurs dans la Loi, relativement à l'oblitération des timbres, à l'absence d'une énumération claire et nette des exemptions au timbrage des feuilles de salaires globales ou particulières, au timbrage des tickets, reçus,

(2)

délivrés par des machines enregistreuses, au timbrage des notes envoyées et non encore payées, à l'interprétation des mots : signés ou non signés. Comptant que les explications de l'honorable Ministre des Finances donneront toute satisfaction au Sénat, elle vous propose, dans ce cas, l'adoption du Projet de Loi.

Elle estime pourtant qu'un arrêté royal, clair, complet et explicite, sera nécessaire pour l'application de la Loi.

Le Rapporteur,
B^{on} DE MÉVIUS.

Le Président,
PROSPER HANREZ.